

Jamais non plus, je n'ai versé aux producteurs d'argent des contribuables. Je mets quiconque au défi de trouver une industrie qui, comme l'industrie de production des œufs, qui produit l'une des denrées les plus périssables qui soit, perde moins de .5 p. 100 de sa production. Cette perte est si infime que l'on ne peut pas l'évaluer exactement. En fait, c'est même impossible. C'est le meilleur produit qui est vendu. Jamais l'industrie de production des œufs n'a été aussi efficace. Auparavant, il fallait huit livres de provende pour produire une douzaine d'œufs. Aujourd'hui, il en faut moins de quatre livres. Auparavant, on perdait jusqu'à un tiers des poules pondeuses. Elles mouraient en pondant. Depuis, les vétérinaires et les chercheurs ont découvert des sérums qui, combinés avec la nourriture, font que l'on perd aujourd'hui moins de .5 p. 100 de la production. Le secteur canadien de la production des œufs est presque plus efficace que n'importe quel autre secteur. Mais il y a toujours des ignorants qui parlent d'efficacité et d'autres choses. Ce secteur n'a jamais été plus efficace.

Je viens tout juste de rentrer d'une réunion du Conseil mondial de l'alimentation. Les régimes socialistes ont essayé bien des systèmes. Le résultat? En Yougoslavie, un œuf coûte 25c. Pensez donc à ce que coûte une douzaine. On n'achète d'ailleurs pas les œufs par douzaine dans le régime socialiste yougoslave. Nos producteurs agricoles ont au moins leur indépendance, ce qui n'existe pas dans un régime socialiste. Chez nous, 95 p. 100 des exploitations agricoles appartiennent à des familles qui les exploitent elles-mêmes. Ces gens obtiennent un excellent rendement et 95 p. 100 des denrées alimentaires sont produites sans l'aide de travailleurs salariés. C'est la famille qui travaille. Aucun pays du monde ne peut se vanter d'en faire autant. Dans aucun pays du monde, les agriculteurs ne jouissent d'une telle indépendance. Aucun autre pays n'a conféré à ses exploitants agricoles le droit d'agir aussi librement et même de vendre eux-mêmes leurs produits.

On dit que nous n'avons rien fait pour l'agriculture. Il y a bien d'autres choses que nous pouvons faire, je le sais. Mais pour cela, il nous faut bénéficier de la collaboration de la Chambre et des producteurs. Je n'ai pas à quémander de l'argent auprès du Conseil du Trésor pour ces producteurs, comme on me prie de le faire pour les éleveurs de porc et de bœuf, lesquels s'obstinent à ne pas vouloir s'organiser un meilleur système de commercialisation afin d'obtenir sur le marché un prix équitable pour leurs produits, compte tenu de la compétence manifestée dans la gestion de leur entreprise d'élevage et du capital et du labeur investis, soit au fond un niveau de vie convenable. C'est tout ce qu'ils demandent. Depuis 19 ans que je suis à la Chambre des communes et durant ma longue expérience avec les syndicats agricoles, aucun agriculteur n'a jamais réclamé de bénéfices exorbitants. C'est à cela que nous devons, à mon avis, un secteur agricole vigoureux.

Pas plus tard que l'autre jour, j'ai visité le centre de recherche de Winnipeg. On vient de lancer sur le marché une nouvelle variété de blé qui, d'ici trois ans, accroîtra de 4 p. 100 la production des Prairies. Les scientifiques font des travaux sur plusieurs autres variétés, et notamment sur l'orge. Certaines de ces variétés sont presque au point et seront bientôt sur le marché. Mais combien de temps a-t-il fallu à ces spécialistes pour mettre au point cette nouvelle variété de blé? Eh bien, il leur a fallu 14 ans. Imaginons un peu ce que représente une

Agriculture

augmentation de 4 p. 100 pour la production et l'économie des provinces productrices de blé. Nous n'avons pour autant diminué nos travaux de recherche. En fait, le service de la recherche est le seul dans mon ministère, dont j'ai augmenté le budget. Mon prédécesseur, le député d'Elgin (M. Wise) en avait lui fait autant. J'ai moi-même consenti une somme plus élevée cette année. Nous ne cherchons pas à dévaloriser la recherche. Nous souhaitons même disposer de fonds plus importants. Environ 98 p. 100 de toute la recherche agricole publique est faite par les services du gouvernement. Les provinces en font 2 p. 100. Pour ce qui est de la recherche menée par les universités et d'autres établissements du genre, nous y contribuons encore à plus de 50 p. 100.

Le ministère de l'Agriculture fait l'envie de tous les pays pour la supériorité de sa production agricole. Les géants de ce monde, par exemple la Russie, la Chine et même certains pays d'Europe, veulent signer avec nous des ententes leur permettant de travailler avec nos spécialistes et d'atteindre leur degré de connaissance.

Le député de Huron-Bruce sait pertinemment que le Canada est l'un des plus grands éleveurs de porcs du monde, mais que pour la mise en marché, il occupe l'un des derniers rangs. Je vais citer un exemple que j'ai déjà utilisé l'autre jour. Le Danemark qu'on peut traverser en parcourant la même distance que celle qui sépare Toronto de Windsor, produit 12 millions de porcs. Tout le Canada qui mesure 4,000 milles d'un océan à l'autre ne produit que 12 millions de porcs. Il y a une grosse différence; toute l'exploitation danoise, de l'élevage à l'amélioration génétique jusqu'à la salaison et à la vente sur les marchés mondiaux est dirigée à 99 p. 100 par les éleveurs danois. Seulement 1 p. 100 de tout le processus est dirigé par d'autres. Notre porc est tout aussi bon que celui des Danois. Je pense que dans certains cas, il est meilleur. Notre porc est meilleur que celui des États-Unis ou même que celui de n'importe où au monde. Le porc canadien contient au moins 10 p. 100 moins d'eau que l'américain, grâce à nos programmes d'alimentation.

Pour ce qui est la Société de crédit agricole, le député de Medicine Hat (M. Hargrave) a fait quelques bonnes suggestions pour l'améliorer. D'autres députés en ont faites aussi. Le député de Chicoutimi (M. Dionne) nous a fait des suggestions il y a plusieurs semaines lors d'une réunion du comité de l'agriculture. Il a suggéré d'établir une société de fiducie où les éleveurs pourraient placer des fonds. Il leur faudrait accepter un taux d'intérêt moins élevé, mais ces fonds pourraient ensuite être prêtés aux agriculteurs. La Société de crédit agricole ne peut être l'unique solution à tous les problèmes, surtout si on se rend compte de quelle façon certains jeunes agriculteurs se mettent en difficulté. Ils commencent par obtenir un prêt de la Société de crédit agricole, ensuite un autre de leur banque et enfin un troisième d'une compagnie de financement pour s'acheter des machines.

Un ministre ne peut en aucune façon, même si le porc se vendait très cher . . .

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le ministre mais je dois lui signaler que son temps de parole est écoulé.

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur l'Orateur, je pense qu'il est opportun que nous ayons eu deux jours cette semaine pour discuter de l'agriculture. C'est certes un secteur